

Pacte de responsabilité, emploi, salaires...

Le 18 mars mobilisons-nous !

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, proposent aux salariés de se mobiliser massivement le mardi 18 mars. En effet, la situation économique est particulièrement préoccupante : ce sont les salariés, les retraités qui font les frais de la politique du gouvernement. Cette politique se traduit par des « cadeaux » financiers pour les grandes entreprises, au détriment des salaires, de la protection sociale, de l'emploi. C'est insupportable !

Depuis 6 mois que l'ANI (Accord sur la sécurisation de l'emploi) a été signé et transformé en loi dite «Loi de Sécurisation de l'Emploi», le chômage et la précarité ne font que progresser !

Aujourd'hui, au prétexte de diminuer le «coût du travail» le Pacte de responsabilité voulu par Hollande se traduirait par la suppression des cotisations sociales des entreprises de la branche famille : 35 milliards d'Euros !

Le transfert de ce financement vers l'impôt aurait des conséquences désastreuses pour le pouvoir d'achat des familles !

Enfin, cela remettrait en cause le financement d'une branche de la Sécurité Sociale ! C'est dangereux et intolérable !



Le pacte de responsabilité prévoit aussi 50 milliards d'Euros «d'économies» d'ici 2017 sur les budgets publics. Les fonctionnaires qui ont leur salaire «gelé» pour la cinquième année mesurent la nocivité de ces «économies» qui réduisent les salaires, l'emploi et les services publics !

Il faut au contraire répondre aux besoins de la population, renforcer les services publics à l'école, la justice, les transports, la santé...

Alors que notre pays souffre d'un manque de croissance économique, il faut rompre avec les politiques d'austérité, il faut relancer le pouvoir d'achat, augmenter les salaires pour favoriser la consommation, relancer la croissance !

Manifestation unitaire
à l'appel des organisations syndicales régionales
CGT, FO, FSU, Solidaires.

Mardi 18 mars - 13h30

Place du 18 juin 1940 Métro Montparnasse



Les moyens financiers existent pour une politique favorable à l'emploi, aux salariés :

En 2013, les **40 premières grandes entreprises** françaises obtiennent plus de **80 milliards d'Euros de bénéfices**.

Aujourd'hui, les diverses aides fiscales et sociales aux entreprises représentent un montant de l'ordre de **200 milliards d'Euros !**

Cet argent public est versé sans évaluation ni contrôle et le Médef refuse de prendre ses responsabilités sur l'emploi et les salaires: C'est scandaleux !

Le mardi 18 mars, dans l'unité, les salariés doivent se faire entendre !

Ce jour là nous manifesterons pour l'augmentation des salaires, l'emploi, la protection sociale.

La journée d'action interprofessionnelle du mardi 18 mars prochain tombe à point nommé et correspond aux urgences du moment.

D'ici le 18 mars, débattons de nos revendications, décidons des initiatives à prendre pour ouvrir des négociations dans l'entreprise.

Le mardi 18 mars décidons de la mobilisation: arrêt de travail, grève... pour participer ensemble aux initiatives et à la manifestation unitaire 13 heures 30 à Montparnasse.

Pour le progrès social, la CGT propose :

- Porter le SMIC à 1700 Euros brut par mois comme base des grilles de salaires.
- Ouvrir des négociations salariales dans les entreprises.
- Augmenter les salaires, le point d'indice dans la fonction publique, les pensions et les minima sociaux.
- Contrôler les aides publiques aux entreprises.
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
- Stopper les suppressions d'emploi et créer des droits nouveaux pour les représentants des salariés des entreprises.
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
- Réformer la fiscalité en profondeur, créer de nouvelles tranches d'impôts pour les hauts revenus.
- Ramener l'âge de départ à la retraite à 60 ans pour tous et des départs anticipés pour travaux pénibles.
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif.
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

Je me syndique à la CGT !

Nom: **Prénom:** **Age:**

Adresse:

..... **Ville:** **Code Postal:**

Tél: **E-mail:**

Entreprise:

Ville et code postal de votre entreprise:

A renvoyer à : Union Régionale CGT Île-de-France 263 rue de Paris, case 455, 93514 Montreuil cedex
Tél.: 01 55 82 88 00 - Fax : 01 48 51 68 97 - Email: urif@cgt.fr - www.urif.cgt.fr

